



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30907 NÎMES  
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 23/12/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP**

Ville verte  
30000 Nîmes

Références : 2024-12-629

Code AIOT : 0006605737

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP implanté Ville verte Bassin des Antiquailles 30000 Nîmes.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP
- Ville verte Bassin des Antiquailles 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006605737    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'extraction de roche calcaire. La carrière des Antiquailles est autorisée par arrêté préfectoral du 15/12/2016 modifié, pour une durée de 15 ans. Il s'agit de créer un bassin écrêteur de crue pour préserver la ville de Nîmes des inondations en cas d'épisode cévenol. L'exploitation est réalisée en coordination avec les travaux de réalisation des cadreaux d'arrivée des eaux pluviales.

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.1.6	/	Demande d'action corrective	2 Mois
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, dépôt de dossier	5 Mois
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.3	/	Demande d'action corrective	2 Mois
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.4	/	Demande d'action corrective	2 Mois
9	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.6	/	Demande d'action corrective	2 Mois
11	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.4	/	
2	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.9.1.2	/	

8	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.5	/	
10	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 6.3	/	
12	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des manquements ont été observés par l'inspection vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables.

L'inspection souligne l'importance de porter à la connaissance au Préfet les modifications apportées aux installations, préalablement à leur réalisation, notamment concernant l'alimentation en eau du site.

Le site est bien entretenu.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consistance des installations classées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.4

**Thème(s) :** Situation administrative - Consistance des installations classées

**Prescription contrôlée :**

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R512-32 du code de l'environnement. Cette connexité s'applique à la base vie.

Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :

- Tonnages moyens annuels à extraire : 600 000 t
- Tonnages maximums annuels à extraire : 750 000 t
- Superficie de l'emprise ICPE : 8 ha 61 a 63 ca
- Superficie de l'emprise exploitée : 7 ha 51 a 41 ca
- Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : roche calcaire
- Modalités d'extraction : 2 pelles, une chargeuse à pneus, 1 à 2 tombereaux articulés, 1 bull et une foreuse pour la réalisation des trous de minage. En fosse (dent creuse)
- Côte minimale de fond de fouille : 85 mètres NGF

Une installation de prétraitement dédiée au criblage-scalpage, ponctuellement associée à 1 ou 2 concasseurs, dont la puissance totale pour cet ensemble est inférieure à 900 kW.

Le traitement des matériaux est réalisé sur l'emprise de l'installation de traitement sise sur les communes de La Calmette et de Dions (30), respectivement aux lieux-dits Fontaine des Mourgues et Chauvel, autorisée par l'arrêté préfectoral n°92-032N du 27 mai 1992 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-019N du 4 mai 2015.

Les matériaux de découverte générés par l'exploitation sont pour partie utilisés pour le réaménagement des zones exploitées conformément au phasage de l'exploitation, à la création de merlons acoustiques et de protections, dans le cadre des mesures d'atténuation et de réduction des impacts.

Les matériaux de découverte excédentaires sont stockés à proximité de l'installation de traitement, dans des zones réservées à cet effet.

**Constats :**

Au titre de l'année 2023, 353 000 tonnes brut d'abattage ont été extraits.

Au 31/10/2024, environ 283 000 tonnes brut d'abattage ont été extraits.

L'inspection relève que les tonnages annuels extraits sont significativement inférieurs à ceux autorisés. L'exploitant rappelle que le contexte économique actuel conduit à une baisse générale de l'activité du marché de la construction, les quantités demandées et donc extraites étant moindres.


L'inspection a pu vérifier le respect de la côte minimale de fond de fouille et des limites des installations classées ICPE sur l'orthophotoplan daté du 18/12/2023, réalisé par la société GE INFRA, complété par ses observations lors de la visite de terrain.

L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description.


- environ 98% du brut d'abattage est directement chargé dans des camions à destination de l'ICPE exploitée par LAFARGE GRANULATS sur le territoire des communes de La Calmette / Dions, en vue de son traitement,

- environ 2% sont stockés in situ et font l'objet d'une campagne annuelle pour la fabrication de graves,


- les matériaux de découverte générés par l'exploitation sont pour partie utilisés pour le réaménagement des zones exploitées ou la création de merlons acoustiques et de protection dans le cadre des mesures d'atténuation et de réduction des impacts. Les matériaux excédentaires sont stockés en zone périphérique, au nord du site.

<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Signalisation, accès, zones dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux temporaires indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Les accès aux voies publiques notamment entre la RN 106 et la RD 926 et l'aire de retournement sur la RD 926, sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risques pour la sécurité publique. Ces aménagements sont réalisés en liaison et en accord avec le conseil départemental du Gard et la direction interdépartementale des routes Méditerranée.</p> <p>Le GMES informe l'inspection des installations classées de l'avancement des aménagements susvisés. Durant les heures d'activité de 7h00 à 18h00 du lundi au vendredi, l'accès à la carrière est contrôlé.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, week-ends, jours fériés et périodes de fermeture, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit au moyen d'une clôture de hauteur suffisante et efficace ou d'un merlon.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes temporaires placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a pu vérifier le respect des prescriptions relatives à l'aménagement des accès aux voies publiques RN 106 et RD 926.</p> <p>L'inspection a pu vérifier l'accès contrôlé et réglementé, selon les heures, aux installations.</p> <p>Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater en périphérie du site, la présence systématique d'une clôture, ainsi que de nombreux panneaux "ACCES INTERDIT" en nombre suffisant.</p> <p>A l'intérieur du site, des panneaux d'interdiction d'accès ou la présence des blocs sont constatés au niveau du chemin d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Equipements abandonnés

<b>Référence reglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Equipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site. .../...
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté divers équipements abandonnés entreposés notamment le long de la clôture à proximité du réfectoire : ferraille, blocs rocheux, caoutchouc,, quelques palettes et bois, etc L'exploitant s'est engagé à enlever et évacuer ces déchets dans les filières dûment autorisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de ne pas maintenir des équipements abandonnés in situ. Il doit les évacuer dans les filières dûment autorisées.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois



#### N° 4 : Protection des ressources en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques - Prélèvement et consommation d'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- Lors de la visite d'inspection du 31/05/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023

**Prescription contrôlée :**

L'alimentation en eau du site est assurée par un forage dont la réalisation répond aux normes en vigueur. Ce forage alimente :

- les moyens de lutte contre la dispersion des poussières ;
- le laveur de roue ;
- la réserve en eau pour la lutte contre les incendies ;
- les usages sanitaires de la base vie hors alimentation en eau potable des travailleurs.

**Constats :**

L'alimentation en eau du site n'est plus assurée par le forage autorisé ; l'eau pompée est chargée en matières solides en suspension, le débit est faible, la pompe immergée à plus de 150m de profondeur disjoncte dès réparation (réparation qui s'avère être complexe du fait de la profondeur de la pompe).

Lors de la précédente visite d'inspection réalisée le 31/05/2023, l'inopérationalité du forage avait déjà été relevée. Par lettre de suite préfectorale, l'exploitant avait été invité à régulariser la situation des approvisionnements en eau de la carrière par le dépôt d'un porter à connaissance.

Un porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation, notamment de l'approvisionnement en eau du site depuis une source extérieure (agriculteur sis à Dions disposant d'un forage dûment identifié sous InfoTerre / BRGM mais a priori non autorisé à commercialiser de l'eau), a été déposé en novembre 2023. Afin de pouvoir instruire cette demande de modification, divers éléments complémentaires ont été réclamés à l'exploitant. Par courrier du 30/09/2024 au Préfet, l'exploitant a retiré son dossier, des modifications ayant été opérées à l'été 2024. L'exploitant annonçait vouloir déposer un nouveau porter à connaissance présentant les usages de l'eau avant la fin de l'année 2024, les principales modifications portant sur la remise en service du forage du site des Antiquailles et la suppression des apports d'eau extérieurs.

Lors de l'inspection, il a été constaté que non seulement le forage des Antiquailles était toujours inopérational mais que des apports d'eau extérieurs étaient réalisés depuis l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise à La Calmette / Dions.

Non seulement l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise à La Calmette / Dions n'est pas autorisée à commercialiser de l'eau mais la carrière des Antiquailles n'est pas autorisée à recevoir de l'eau en provenance d'un prestataire extérieur.

Il appartient à l'exploitant de régulariser cette situation non conforme.

Quant aux usages de l'eau, l'exploitant explique qu'elle sert principalement à pourvoir aux moyens de lutte contre la dispersion des poussières, au laveur de roue sis à la sortie du site, à constituer une réserve en eau pour la lutte contre les incendies ainsi qu'à quelques usages sanitaires du bungalow dédié au réfectoire / local social. A noter l'utilisation de WC chimique ne nécessitant pas d'eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de déposer un porter à connaissance afin de régulariser l'approvisionnement en eau extérieur du site. La quantité annuelle d'eau apportée depuis l'extérieur doit être justifiée et des moyens de volucomptage

doivent être mis en œuvre.

L'exploitant doit également préciser si son forage sera réparé. Le cas échéant, il devra justifier de son obturation dans les règles de l'art.

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de déposer également un autre rapport à connaissance concernant la commercialisation d'eau à l'extérieur de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise à La Calmette / Dions (justification des quantités commercialisées voire des quantités supplémentaires prélevées en tenant compte de la ressource et des besoins inhérents à cette ICPE sujette à une problématique récurrente de dispersion des poussières).

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 5 Mois

**N° 5 : Protection des ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Aménagement des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il n'y a pas de rejet d'eau sur le site. Les eaux issues d'un usage sanitaire sont stockées et traitées comme des eaux usées par une société spécialisée. Le rejet d'eaux dans la nappe souterraine direct ou indirect est interdit.
<b>Constats :</b> Les eaux issues d'un usage sanitaire concernent exclusivement les eaux savonneuses rejetées au niveau du bungalow dédié au réfectoire / local social. Celles-ci ne sont ni stockées, ni traitées comme des eaux usées par une société spécialisée. L'exploitant explique que les travaux réalisés dès novembre 2021 et courant 2022 au niveau de l'entrée du site ont entraîné l'absence d'accessibilité et d'opérationnalité de la fosse septique. L'exploitant souhaite préciser que les WC sont chimiques et ne nécessitent aucun apport, ni rejet d'eau. L'exploitant annonce vouloir s'équiper d'une mini fosse dédiée aux rejets d'eau savonneuse issues bungalow dédié au réfectoire / local social. Concernant les eaux potentiellement polluées issues de l'aire de stockage et de réparation des engins, elles transitent via un déshuileur débourbeur, curé 1 à 2 fois/an. L'inspection a pris connaissance du dernier bon de travail délivré par l'entreprise spécialisée CHIMIREC MALO daté du 23/02/2024 (bon n°20327).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de ne plus rejeter les eaux savonneuses issues bungalow dédié au réfectoire / local social directement dans le milieu naturel. L'exploitant actualisera les usages sanitaires des eaux à l'occasion du porter à connaissance demandé au point de contrôle 4. Il précisera à cette occasion l'utilisation de WC chimique.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois



**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques - Suivis qualitatifs et quantitatifs des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Les suivis qualitatifs de l'aquifère sous-jacent à l'emprise de l'exploitation sont assurés par 2 piézomètres respectivement baptisés Pz1 et Pz2.

Par un écoulement Nord-Sud pour cet aquifère, l'emplacement de ces piézomètres est représentatif d'une surveillance amont-aval de l'exploitation.

Avec une fréquence trimestrielle, l'exploitant est tenu de réaliser les analyses suivantes : pH - température - conductivité - turbidité - hydrocarbures totaux - nitrates - nitrites - ammonium. Tout décalage entre les résultats d'analyses caractérisant une évolution défavorable de la qualité des eaux entre Pz1 et Pz2 doit être porté à l'attention de l'inspection des installations classées.

Par un usage du forage d'alimentation en eau à des fins sanitaires (douches, robinets), avec une fréquence semestrielle, l'exploitant est tenu de réaliser les analyses suivantes : escherichia coli - entérocoques - bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si filtration) - coliformes totaux et numération de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C.

L'utilisation de ce forage n'est pas autorisée pour une alimentation en eau potable du personnel.

Les suivis quantitatifs de l'aquifère sous-jacent à l'emprise de l'exploitation sont assurés par 4 piézomètres et le forage d'alimentation en eau, respectivement baptisés Pz1, Pz2, Pz3, Pz4 et Fpe. Leur complétion est représentative d'une centrale d'acquisition, d'une sonde piézométrique, d'un dispositif assurant l'envoi quotidien des mesures et d'un dispositif de fermeture assurant la protection des têtes de forage. Les données acquises font l'objet d'un rapport hydrogéologique semestriel.

Leurs emplacements sont précisés en annexe IV du présent arrêté.

**Constats :**

Un suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines est mis en place sur le site.

Le suivi qualitatif est réalisé par le prestataire BERGA SUD. Il est réalisé sur 3 ouvrages : les piézomètres Pz1 et Pz2 situés respectivement à l'amont et à l'aval des activités d'extraction de la carrière et au niveau du forage Fpe. Les différents paramètres pH, température, conductivité, turbidité, hydrocarbures totaux, nitrates, nitrites et ammonium, sont analysés. L'inspection a pris connaissance du rapport annuel hydrogéologique 2023 réalisé par BERGA SUD ; dans la partie II dédiée au suivi qualitatif des eaux souterraines, il est mentionné une stabilité des différents paramètres analysés à l'exception de la turbidité.

Le suivi quantitatif est également réalisé par le prestataire BERGA SUD. Il est réalisé sur 5 ouvrages : 4 piézomètres (Pz1 à Pz4) répartis sur l'emprise des activités d'extraction et au niveau du forage Fpe. L'inspection a pris connaissance du rapport annuel hydrogéologique 2023 réalisé par BERGA SUD ; dans la partie I dédiée au suivi quantitatif des eaux souterraines, il est mentionné la stabilité de l'aquifère ainsi qu'un déficit hydrique.

L'inspection a également constaté :

- la fourniture de bouteilles d'eau potable pour le personnel ;
- concernant l'usage de l'eau à des fins sanitaires, il ne s'agit plus de l'eau du forage mais d'eau d'apports extérieurs en provenance de l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise à La Calmette / Dions ;
- les usages sanitaires ne concernent que le seul robinet du bungalow dédié au réfectoire / local social, celui-ci étant équipé d'un système UV. Il n'y a pas de douches in situ ;
- l'absence d'analyse des paramètres escherichia coli, entérocoques, bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si filtration), coliformes totaux et numération de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



Il appartient à l'exploitant de réaliser avec une fréquence semestrielle, les analyses suivantes de l'eau issue d'apports extérieurs, utilisée au seul robinet du bungalow dédié au réfectoire / local social : escherichia coli, entérocoques, bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (si filtration), coliformes totaux et numérotation de germes aérobies revivifiables à 22°C et 37°C.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques - Eaux de pluie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par son activité. Les eaux de pluie drainées par la voie d'accès au bassin carrière et par les installations sur l'emprise de la zone vie sont collectées dans un bassin de rétention d'une capacité de 280 m<sup>3</sup>, associé à un bassin de décantation.

L'exploitant est tenu de faire réaliser une analyse semestrielle des eaux rejetées en application des dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Pour être conformes à l'arrêté sus-visé, les seuils de quantifications suivants sont respectés :

- pH entre 5,5 et 8,5
- T° inférieure à 30°C
- matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125mg/l
- hydrocarbures < à 10 mg/l.

**Constats :**

L'inspection a constaté que :

- l'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par son activité ;
- un bassin de décantation récupère notamment les eaux de pluie drainées par la voie d'accès et par les installations sur l'emprise de la zone vie ;
- 2 bassins d'orage sont présents à l'entrée du site côté RN 106 ;
- des analyses semestrielles sont confiées aux prestataires BERGA SUD / EUROFINS Environnement et sont réalisées sur les eaux rejetées, sur les paramètres suivants : pH, température, MES, DCO et hydrocarbures ;
- le dernier prélèvement date du 27/11/2024 et les résultats ne sont pas disponibles à ce jour ;
- les 2 précédents rapports BERGA SUD / EUROFINS Environnement des 03/06/2024 et 17/11/2023 mentionnent des valeurs en MES respectivement de 550 mg/l et de 36 mg/l.

Le dépassement en MES (550 mg/l) dans le rapport BERGA SUD / EUROFINS Environnement daté du 03/06/2024 nécessite une analyse et une explication.

Enfin, l'exploitant explique à l'inspection que - compte tenu de l'absence récurrente d'eau dans les bassins et de l'indisponibilité du prestataire après un épisode pluvieux - il doit remplir ses bassins en eau afin de pouvoir procéder auxdites analyses semestrielles prescrites. Dans la mesure où les analyses prescrites concernent exclusivement les eaux pluviales, il apparaît aberrant d'utiliser ainsi l'eau d'autant plus que le site possède une problématique d'alimentation en eau. L'exploitant doit cesser définitivement une telle pratique et s'assurer de la disponibilité d'un prestataire pour la réalisation de tels prélèvements, voire puisse les réaliser lui-même.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant d'analyser et d'expliquer l'important dépassement en MES (550 mg/l) mentionné dans le rapport BERGA SUD / EUROFINS Environnement daté du 03/06/2024.

Concernant les analyses semestrielles des eaux pluviales rejetées, il appartient à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité d'un prestataire pour la réalisation de tels prélèvements, voire puisse les réaliser lui-même.

**Respect de la prescription :**



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 8 : Protection des ressources en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques - Mesures prises pour prévenir la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

Le site est complètement fermé (mise en place d'une clôture ou merlon et de barrières) pour éviter les dépôts intempestifs, sources potentielles de pollution.

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- installations et locaux à l'extérieur de la zone d'exploitation,
- aucun rejet d'eau au milieu naturel
- seul l'entretien courant (vidange) est réalisé sur le site sur des aires dédiées,
- les engins ne sont pas stationnés au niveau de la zone d'extraction lors des périodes de longue inactivité, aucun stockage d'hydrocarbures sur l'emprise de l'exploitation,
- stockage des produits à caractère polluant en rétention,
- stock de matériel d'intervention d'urgence en cas d'incendie ou de pollution accidentelle par hydrocarbures (extincteurs, feuilles et rouleaux absorbants...),
- en cas de fuite accidentelle de produits polluants, utilisation de produits absorbants et/ou de kits antipollution équipant tous les engins (par engins pour ce point sont également concernés les camions assurant le transport de matériaux vers l'installation de traitement) pour circonscrire rapidement la pollution. Les terrains susceptibles d'être souillés sont excavés et évacués vers un centre de traitement spécialisé.
- plan d'alerte et d'intervention en cas d'incident lié à une pollution (comprenant, notamment, l'information des exploitants des captages environnants et de l'ARS),
- maintien et entretien des fossés périphériques, du bassin de rétention et du bassin de décantation.

.../...

**Constats :**

L'inspection a pu vérifier :

- que le site est intégralement clôturé et la présence de panneaux d'interdiction d'accès en nombre suffisant ;
- la présence du bungalow dédié au réfectoire / local social et autres installations à l'extérieur de la zone d'exploitation ;
- l'absence de rejet d'eau au milieu naturel à l'exception du rejet d'eau savonneuse issue du bungalow dédié au réfectoire / local social (cf point de contrôle 5) ;
- la présence d'une aire dédiée aux opérations d'entretien (vidange) et de stationnement des engins, reliée à un déshuileur-débourbeur ;
- le stockage des produits potentiellement polluants sur rétention ;
- des kits anti pollution dans chaque engin et véhicules ainsi qu'un stock de matériel d'intervention d'urgence en cas de pollution accidentelle ;
- l'entretien des fossés périphériques, des bassins d'orage et du bassin de décantation.

.../...


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Proposition de suites :**


**N° 9 : Protection des ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Information concernant la pollution aqueuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Un registre spécial sur lequel doivent être notés les incidents, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des eaux auxquels il a été procédé est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre doit être archivé pendant une période d'au moins deux ans. Ce registre peut être remplacé par d'autres supports d'information définis en accord avec l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Aucun registre sur lequel seraient reportés les incidents, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des eaux auxquels il a été procédé, n'est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant explique qu'aucun incident environnemental ayant potentiellement impacté la qualité des eaux n'a eu lieu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de créer ledit registre sur lequel aurait dû être notamment mentionnés les dysfonctionnements du forage, les apports d'eau extérieurs, etc.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 10 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est effectué pour mesurer l'impact acoustique du bassin carrière chez les riverains aux différentes phases de l'activité. En cas de dépassement des seuils de niveaux sonores, des dispositions correctives sont prises par l'exploitant pour respecter la réglementation. Ces mesures sont réalisées au début de l'activité et au minimum une fois par an, selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité, par un organisme extérieur spécialisé. Elles sont effectuées in situ aux 9 points représentés sur la carte en annexe V du présent arrêté. Elles font l'objet d'un rapport annuel.
<b>Constats :</b> L'inspection a pu vérifier le respect des valeurs limites de bruit et des émergences. Le dernier contrôle des niveaux sonores a été réalisé par le prestataire ORFEA Acoustique (26) le 29/02/2024 (rapport "mesures de mesures acoustiques" du 27/03/2024) : 9 points de mesures dont 7 en ZER. Le rapport conclut au respect des valeurs limites de bruit et des émergences.
<b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

**N° 11 : Plan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Plan
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un orthophotoplan daté du 18/12/2023, réalisé par le prestataire GE Infra, a été établi à une échelle adaptée.</p> <p>Ne sont pas reportées sur ce plan, d'une part les zones remises en état et, d'autre part la position du forage et des piézomètres.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à reporter ces données sur le prochain plan à mettre à jour courant décembre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire figurer sur le plan d'exploitation les zones remises en état et la position du forage et des piézomètres.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois



## N° 12 : Plan de gestion des déchets d'extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

**Thème(s) :** Situation administrative - Plan de gestion des déchets d'extraction

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, réalisé en interne et daté de novembre 2024. Ce plan comprend les éléments réglementaires.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan doit être transmis au préfet (copie ICPE).

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ n° 2025-XXX-DREAL du jj/MM/2025**  
**EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

portant mise en demeure du G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP,  
de déposer un porter à connaissance et de se conformer aux prescriptions réglementaires  
applicables, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de Nîmes, au  
lieu-dit Ville Verte

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le Préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre I du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Jérôme BONET en qualité de Préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, sous-Préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, sous-Péfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016 autorisant le Groupement Momentané d'Entreprises Solidaires LAFARGE GRANULATS FRANCE - CROZEL TP à exploiter par affouillement le bassin carrière des Antiquailles sur le territoire de la commune de Nîmes au lieu-dit Ville Verte ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-112-DREAL du 28 février 2020 concernant les modifications des conditions d'exploitation du bassin carrière de calcaires en fosse des Antiquailles sur le le territoire de la commune de Nîmes au lieu-dit Ville Verte ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur site le 28 novembre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 23 décembre 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé n° 2C18066193055 du 24 décembre 2024, distribué le jj décembre 2024 ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier recommandé n° XXX daté du jj mm 2024 / l'absence (de courrier) d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** l'inspection menée sur le site le 28 novembre 2024 ;



**Considérant** les modifications apportées aux installations classées autorisées telles que l'inopérationalité du forage, les apports d'eau extérieurs réalisés depuis l'ICPE LAFARGE GRANULATS sise à Dions / La Calmette, l'inopérationalité de la fosse septique historique depuis les travaux réalisés fin 2021 / courant 2022, l'utilisation de WC chimique, etc ;

**Considérant** l'alimentation en eau du site non assurée par le forage ;

**Considérant** que l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016 impose que

*"l'alimentation en eau du site est assurée par un forage dont la réalisation répond aux normes en vigueur. Ce forage alimente :*

- les moyens de lutte contre la dispersion des poussières ;*
- le laveur de roue ;*
- la réserve en eau pour la lutte contre les incendies ;*
- les usages sanitaires de la base vie hors alimentation en eau potable des travailleurs. " ;*

**Considérant** par conséquent que le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP doit déposer un porter à connaissance afin de régulariser les modifications apportées aux installations classées, en ce qui concernent l'alimentation en eau et les usages sanitaires ;

**Considérant** la présence de rejets d'eaux issues d'un usage sanitaire (eaux savonneuse issues du bungalow dédié au réfectoire / local social), non autorisés sur le site ;

**Considérant** que l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016 impose qu' *"il n'y a pas de rejet d'eau sur le site. Les eaux issues d'un usage sanitaire sont stockées et traitées comme des eaux usées par une société spécialisée. Le rejet d'eaux dans la nappe souterraine direct ou indirect est interdit."* ;

**Considérant** par conséquent que le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP ne respecte pas les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016 ;

**Considérant** que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les délais nécessaires de mise en conformité ;

**Considérant** que le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, doit être mis en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. FOURNITURE D'UN PORTER A CONNAISSANCE**

Le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP est mis en demeure de régulariser les modifications apportées aux installations classées, en ce qui concernent l'alimentation en eau du site, le devenir du forage et les usages sanitaires, utilisés au lieu-dit Ville Verte sur le territoire de la commune de Nîmes, par la fourniture d'un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2. AMÉNAGEMENT DES POINTS DE REJET**

Le G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP est mis en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Ville Verte sur le territoire de la commune de Nîmes, aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté préfectoral n° 16-190N du 15 décembre 2016, sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3. SANCTIONS**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux articles 1 et 2 du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5. PUBLICITÉ ET EXÉCUTION**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,
  - Monsieur le maire de la commune de Nîmes,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie, chargé de l'Inspection des Installations Classées,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, notifié au G.M.E.S. LAFARGE GRANULATS - CROZEL TP.

Le Préfet